

DATE : 1er Juillet 2026

SUJET : Tribune AFDCC & FIGEC : Fin des privilèges URSSAF



.....

Faut-il sauver tous les soldats Ryan, quoi qu'il en coûte aux autres ?

Il est des réformes qui se parent de générosité pour mieux dissimuler leur brutalité. La suppression de la publicité des privilèges URSSAF, effective au 1er juillet 2026, est de celles-là. On nous la présente comme un geste de bienveillance envers les entreprises en difficulté : les protéger du stigmatisme induit et leur laisser une chance. C'est une imposture.

La réalité est d'une mécanique redoutable : ignorant que l'URSSAF détient cachée une créance prioritaire sur son client, un fournisseur continue à livrer, à facturer, à accorder des délais. Il engage des frais judiciaires pour tenter d'être payé. Et lors de la distribution des fonds, il découvre que l'État a tout raflé, sans avoir contribué aux procédures. La FIGEC l'a nommé avec précision : une double peine. Le créancier privé perd sa créance et a seul financé le recouvrement de l'État.

Appeler cela de la protection, c'est ce que La Fontaine appellerait une flatterie. « Tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute. » Le fromage, ici, c'est la créance prioritaire que l'État récupère discrètement pendant que vous regardez ailleurs.

Cette mesure n'est pas un accident. C'est l'aboutissement d'une stratégie.

Depuis 2023, l'AFDCC relève trois décisions qui s'enchaînent avec une cohérence troublante. D'abord, le relèvement des seuils de publication des comptes : des dizaines de milliers d'entreprises supplémentaires peuvent désormais rendre leurs comptes confidentiels (compte de résultat, annexes) au moment précis où leurs partenaires en auraient le plus besoin. Ensuite, l'allongement à quatre exercices du délai accordé aux sociétés dont les capitaux propres sont inférieurs à la moitié du capital social, quatre ans pendant lesquels elles signent des contrats et accumulent des dettes, sans que leurs créanciers en soient informés. Enfin, la suppression de la publicité des privilèges URSSAF, qui éteint le dernier signal d'alerte fiable disponible sur le marché.

Mise bout à bout, cette séquence ne dessine pas une politique de simplification. Elle dessine une politique d'aveuglement organisé.

Posons la question que personne n'ose formuler : faut-il vraiment sauver tous les soldats Ryan ?

Dans le film de Spielberg, sauver un homme au péril de tous avait une valeur symbolique puissante. Dans l'économie réelle, mobiliser d'immenses ressources pour maintenir en survie artificielle des entreprises structurellement non viables a un coût que d'autres paient : les fournisseurs qui leur font encore crédit, les sous-traitants qui les livrent, les entreprises saines qui absorbent leurs impayés.

Chaque euro de crédit accordé à une entreprise zombie est un euro qui manque à une entreprise viable pour perdurer ou financer sa croissance. La vraie bienveillance envers notre économie ne consiste pas à maintenir en vie tout ce qui respire. Elle consiste à permettre aux acteurs sains de distinguer avec qui ils peuvent s'engager et à orienter les financements vers les filières d'avenir, les modèles économiques viables, ceux qui créent de l'emploi demain plutôt que ceux qui survivent grâce à l'opacité d'aujourd'hui.

Le dommage le plus profond n'est pourtant pas financier. C'est la confiance.

La confiance repose sur des règles lisibles, sur une information accessible à tous dans les mêmes conditions, sur la certitude que l'État est arbitre et non pas un joueur qui dissimule ses cartes. Cette stratégie d'opacité envoie exactement le message inverse.

Elle a de surcroît été imposée contre la volonté du Parlement. Lors des débats sur le PLFSS 2026, un amendement de suppression avait été adopté par une très large majorité de députés. Le gouvernement a choisi de faire revoter l'article, effaçant délibérément ce premier vote. Quand la démocratie parlementaire est contournée pour faire passer une mesure rejetée par les élus, la confiance ne recule plus. Elle s'effondre. Les organisations patronales et les tribunaux de commerce l'ont dit : rendre le travail plus cher tout en rendant le marché plus opaque, c'est cumuler deux poisons dans la même coupe.

Comment rallumer l'esprit d'entreprendre dans un pays qui organise l'aveuglement de ses entrepreneurs ?

Nos demandes sont nettes : abroger la suppression de la publicité des privilèges URSSAF ; réexaminer les mesures de confidentialité des comptes à l'aune de leur impact sur la prévention des défaillances ; cesser de transférer le coût du recouvrement de l'État vers les créanciers privés.

Sauver tous les soldats Ryan est une belle intention. Mais quand l'armée entière sacrifie ses munitions et sa carte du terrain, ce n'est plus du courage, c'est de l'aveuglement collectif.

Le corbeau a lâché son fromage. **Il serait souhaitable que nos décideurs soient davantage à l'écoute du tissu économique**, afin de mieux saisir les enjeux et les impacts de leurs décisions.

Sébastien Cordier,

Président de l'**AFDCC**

Association Française des Credit Managers et Conseils

&

Nicolas Da Costa,

Président de la **FIGEC**

Fédération Nationale de l'Information d'Entreprise, de la Gestion de Créances et de l'Enquête Civile